GCRF

BRITISH ACADEMY
for the humanities and social sciences

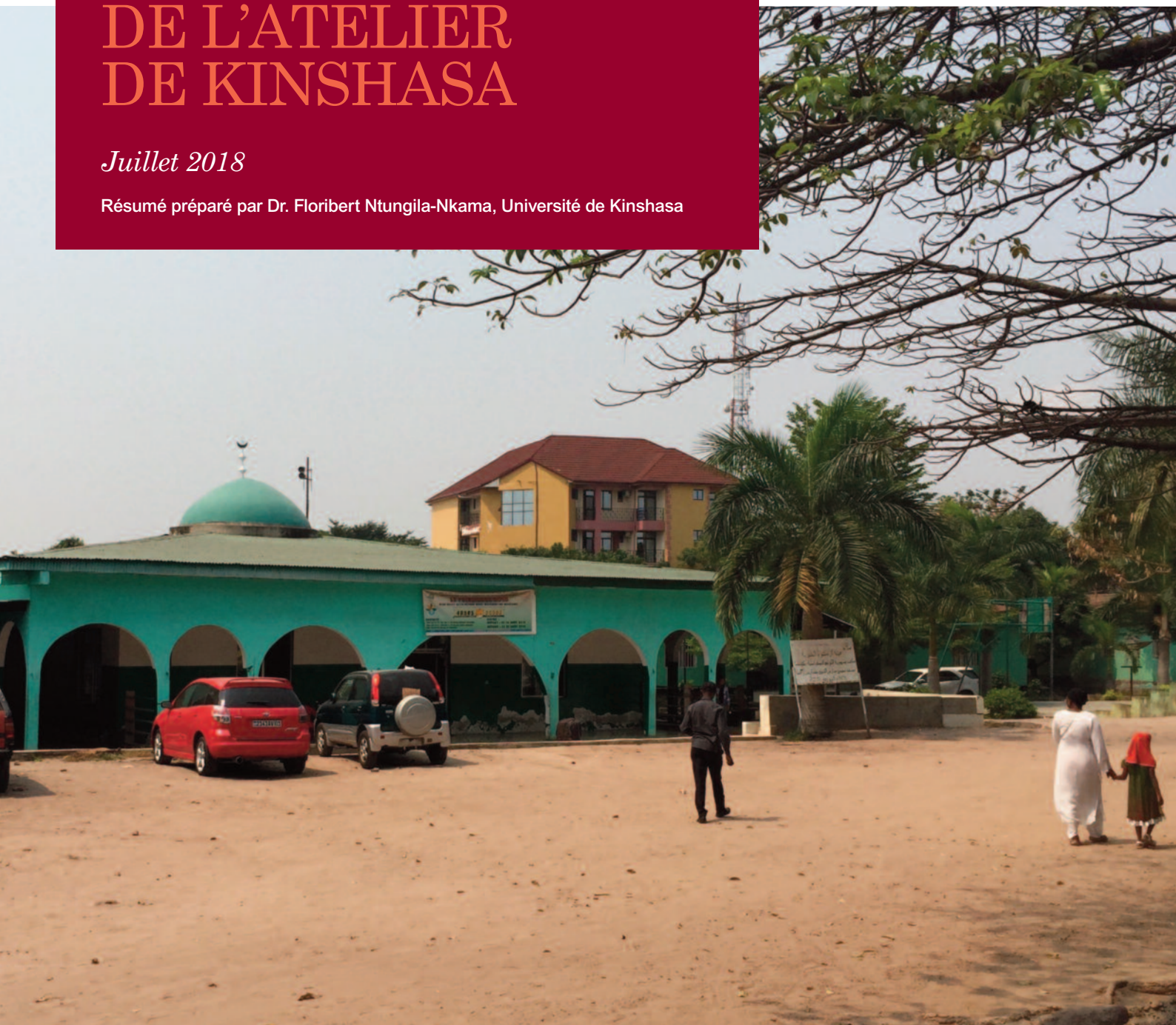
University of Kent

RUA rua-project.ac.uk
RELIGIOUS URBANISATION IN AFRICA

RELIGIOUS URBANISATION IN AFRICA ACTES DE L'ATELIER DE KINSHASA

Juillet 2018

Résumé préparé par Dr. Floribert Ntungila-Nkama, Université de Kinshasa



JÉSUS - CHRIST EST SEIGNEUR

INTRODUCTION

Le lundi 2 Juillet 2018, au Centre Béthanie (Gombe – Kinshasa), un atelier international s'est tenu sur le thème « *Religions et défis du développement urbain à Kinshasa : Infrastructures du développement et Urbanisation de crise* ».

Plusieurs participants (environ 35 personnes) représentant différentes parties prenantes aux processus étudiés ont pris part à ces assises et plusieurs présentations individuelles ont eu lieu, ainsi qu'un panel de discussions (entre les parties prenantes, notamment des professionnels représentants les administrations, des universitaires, des membres du clergé et d'autres experts).

L'atelier s'est focalisé sur les questions suivantes :

- Les défis de l'urbanisation de crise à Kinshasa : quelles perspectives ?
- Comment les organisations religieuses influencent le processus de développement à Kinshasa : des leçons apprises du terrain ;
- Regards croisés à partir de l'expérience de Lagos : les défis sur le plan logistique et social tiré de l'expérience de l'urbanisation religieuse ;
- Comment les organisations religieuses sont susceptibles d'influencer le processus de développement, d'aménagement et de planification de la ville ;
- Quelle est l'articulation des défis du développement de la ville comparés à ceux d'autres grandes villes africaines ?

DÉROULEMENT

Prenant le premier la parole**, Dr. José Mangalu Mobhe** a souhaité la bienvenue aux participants à ces assises et a introduit S.E. Mr le Vice-Ministre en charge de l'Habitat et Urbanisme, **Me Willy Bolio Emina**, qui a rehaussé de sa présence ces assises.

A sa suite, **Dr. David Garbin** a eu la tâche de présenter l'ensemble du Projet RUA « Religious Urbanisation in Africa », expliquant au public le rôle des acteurs religieux et des organisations confessionnelles dans les villes africaines, en particulier en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

Il a insisté sur les choix des villes de Lagos (Nigeria) et de Kinshasa (RDC), indiquant que le projet est un partenariat entre les universités de Kent, de Toronto, de York ; de Lagos et de Kinshasa en Afrique.
Il s'agit d'explorer le rôle de plus en plus important des organisations religieuses dans les réponses apportées aux défis du développement (principalement en termes d'éducation, de santé et d'infrastructures urbaines) et dans quelle mesure elles contribuent (ou non) à la cohésion sociale/communautaire et à l'insertion sociale dans les pays en développement.

Le projet vise la sensibilisation aux bonnes pratiques en matière de partenariat entre les administrations publiques (l'Etat) et les organisations confessionnelles. Il a expliqué qu'il s'agit d'une recherche qualitative et quantitative au sein des organisations confessionnelles et des communautés religieuses urrbaines. Elle s'adresse à un large éventail de parties prenantes (ONG locales, internationales, administrations publiques, etc.) afin de connaître leurs opinions sur le rôle qu'elles pourraient avoir sur le développement en milieu urbain.

Le projet ambitionne de savoir comment la recherche peut s'avérer bénéfique au travail que les organisations font déjà, et aider à combler les lacunes de connaissances. Il a indiqué également les liens et adresses où on peut consulter les nouvelles concernant les progrès du projet.

Prenant sa suite, **Dr. Floribert Ntungila-Nkama** a fait une présentation sur le thème « Kinshasa (RDC) : Défis de l'urbanisation dans une mégapole en crise ». Il a commencé par fixer quelques repères historiques autour de l'évolution et de l'identité de Kinshasa. Depuis l'indépendance, la problématique pour Kinshasa semble être la maitrise de son évolution (comment contrôler les récents développements de sa périphérie qui s'étend de manière alarmante) dans un contexte de besoins non satisfaits de la population.

Depuis les années 1960, l'auto-construction est l'élément régulateur des lotissements initiés par les autorités traditionnelles autochtones ayant modelé la ville. D'autant plus dominant que l'urbanisation de la ville indique des standards modernes en recul. En effet, la non-coopération des autorités traditionnelles a atteint ses limites en un temps relativement court.

L'Etat s'est graduellement effrité du fait d'une faillite économique et politique qui l'ont laissé exsangue et incapable de prendre en charge une vision assumée de la ville : la crise est donc multiforme (pauvreté, exode rural, divers conflits, déplacés et réfugiés internes) à Kinshasa. L'absence totale de planification urbaine a également des conséquences désastreuses pour la population qui n'a plus aucun repère quant à ses ambitions à propos de la ville.

La RDC est un pays aux défis énormes. Sa population progresse rapidement, elle pourrait doubler d'une décennie à l'autre : ce phénomène exige d'être rapidement contrôlé mais cela passe par une planification urbaine maitrisée. **Dr. Ntungila-Nkama** s'est focalisé sur l'accélération de l'exode rural, la persistance de l'insécurité et des conflits politiques dans le pays.

Il a relevé les liens de dépendance entre la ville et son hinterland qui créent différents types de difficultés, sachant que la ville exerce une attraction évidente sur les populations rurales. En l'occurrence, la jeunesse et les anciens ont nettement plus de besoins insatisfaits, tout autant que les femmes et les gens vivant avec des handicaps.

Les attentes urbaines sont élevées parmi les gens (particulièrement en ce qui concerne les femmes) pour qui l'administration doit œuvrer à réhabiliter les infrastructures, à promouvoir la démocratie et la bonne gouvernance, l'insertion professionnelle.

Par ailleurs, Kinshasa est une ville particulièrement vulnérable en matière de changement climatique au vu des risques naturels, de la pollution de l'air, du trafic routier, etc.

Malgré l'arsenal juridique existant, les défis restent importants à cause des risques économiques, politiques, institutionnels.
Il est certain que la pression sur les ressources est énorme, particulièrement en périphérie où la population rencontre d'importantes difficultés à accéder à l'énergie, aux soins de santé, à l'éducation : ce qui traduit un besoin de gouvernance, d'efficacité politique.
Il a rappelé également que la ville de Kinshasa fait face au débat autour d'une décentralisation contrariée au niveau local, particulièrement autour de matières liées aux compétences de base et à la planification des entités urbaines.
Quelques axes susceptibles d'amélioration ont pu être identifiés, notamment :

(a) le renforcement des communautés locales ;
(b) améliorer la participation et l'accès aux droits des populations ;
(c) améliorer la sécurité en ville et la quiétude des populations ;
(d) améliorer l'intégration et la justice sociale.

Des perspectives ont ainsi pu être dégagées, à savoir :

(a) comment l'intégration/la connectivité fonctionnent pour la population de Kinshasa. Il serait intéressant d'approfondir la question ;
(b) jusqu'où peut-on pousser la comparaison avec la ville de Lagos, dont l'échelle est d'une autre ampleur ;
(c) comment *fonctionne la confiance* (trust) entre les parties prenantes à ce stade ?

Dr. David Garbin est revenu sur l'exemple de Lagos et a proposé un regard croisé entre les mégapoles que sont Lagos, où l'islam a longtemps dominé le pays avant d'évoluer vers une sorte d'inculturation propre, et Kinshasa, où on décèle une dynamique importante des organisations religieuses.

Ensuite, **Dr. Aurelien Mokoko-Gampiot** a partagé une présentation sur l'expérience de l'Hôpital Kimbanguiste de Kinshasa, dans la commune de Kimbanseke ; le complexe scolaire « Al Maktoum » dans la commune de Lingwala et l'Hôpital « La Miséricorde » à Kinkole dans la commune de la N'sélé. Dans le cas des Kimbanguistes, il a montré l'importance et les résultats de la pratique du « Nninsani » à l'origine de cette initiative, même si actuellement cette communauté semble plus concentrée sur la ville de Nkamba, loin de Kinshasa.

Le complexe scolaire « Al Maktoum », dans la commune de Lingwala, porte des aspects religieux et sociaux intéressants. En effet, la Communauté Islamique du Congo (COMICO) a une collaboration durable avec la Fondation « Al-Maktoum » dans sa « volonté de lutter contre l'analphabétisme et (…) de réduire la pauvreté », s'appuyant sur les textes sacrés.

L'Hôpital « La Miséricorde » à Kinkole, œuvre de la communauté « Nouvelle Jérusalem » de Belgique et de ses répondants locaux à Binza (Ngaliema), jouit d'une excellente réputation auprès des habitants qui relèvent surtout sa connectivité sociale. Il s'agit d'une infrastructure confessionnelle qui vient en appui aux services sanitaires médicaux dans le quartier. De l'avis général, l'établissement contribue effectivement au développement du quartier.

A l'issue de ces présentations, il s'en est suivi un échange avec les participants focalisé sur les points suivants :

- déterminer s'il n'existe une dichotomie à la présence des églises dans les quartiers ;
- comment les églises traditionnelles se positionnent par rapport à la problématique ;
- en quoi et comment les « nouvelles églises » du réveil contribuent au développement ou constituent-elles un obstacle au développement ?

Les participants sont unanimes sur le fait que les églises contribuent efficacement au développement social. Elles remplissent un vide dans la fonction « sociale » d'un Etat globalement en recul mais qui doit s'efforcer de poursuivre l'accompagnement des acteurs religieux. Cela a toujours été le cas au sujet des églises traditionnelles qui travaillent en harmonie avec les structures publiques dans plusieurs domaines.

Ils ont convenu que l'effort doit se poursuivre avec la même engagement en faveur des « jeunes églises pentecôtistes » du Réveil Congolais. Le rôle de l'Etat est unanimement reconnu en ce qu'il lui revient de fixer la norme dans les différents secteurs de la vie nationale (santé, éducation, infrastructures sociales) : l'accompagnement de l'Etat reste important pour avoir un impact sur la vision de l'urbanisation que portent les églises dans tous ces domaines. La vision et les actions de développement des églises aujourd'hui méritent d'être étendues et requièrent une volonté explicite de la part de l'Etat de les accompagner.

Prenant appui sur l'exemple de Lagos, lors des échanges, les participants ont noté que le soutien apporté aux « nouvelles » églises pour acquérir du foncier leur a permis d'être plus présentes dans des actions sociales qui apportent aux gens des éléments de développement indéniables.

L'exemple de l'évolution urbaine de Kinshasa dans les communes a démontré que d'importants changements sont intervenus depuis les 20-30 dernières années. La commune de Limete est emblématique de ce phénomène, notamment le remplacement progressif des « friches industrielles » par des lieux de vie, des lieux de cultes, des écoles, des centres de santé, des résidences, même si plus tard et de plus en plus, la cohabitation s'avère être parfois difficile.

Les participants ont également relevé le fait que le développement nécessite un investissement conséquent dans l'humain et les églises ont clairement un rôle à tenir dans ce processus, puisqu'elles revendiquent un projet, une vision complète, de cette finalité dans un contexte où l'Etat est en recul et la société en perte de repères : les participants ont déploré le fait que la situation actuelle soit celle où « chacun fait ce qu'il veut ! ».

DÉROULEMENT (CONT)

Certes, les organisations religieuses sont multiples mais elles manquent de lisibilité en termes de convergence, de cohésion et d'objectifs dans l'action de fourniture des infrastructures.

Prenant à son tour la parole, le **Directeur Mpombo** (Ministère de l'Habitat et Urbanisme) a fait une présentation sur le thème du «Programme d'appui à l'accélération de la décentralisation, la bonne gouvernance et le développement urbain durable en RDC ».

Il a souligné que l'objectif du programme est d'apporter un appui au renforcement du processus de décentralisation en cours et de soutenir les efforts d'un développement urbain durable des villes en RDC. Les résultats attendus de ce programme sont les suivants :

- Le processus de décentralisation renforcé ;
- La consolidation des bases de la gouvernance décentralisée en cours ;
- La participation citoyenne dans la gouvernance améliorée ;
- Le rôle des villes en tant que pôle de croissance socio-économique ;
- Le renforcement des capacités opérationnelles des acteurs en charge de l'administration et de la gestion des centres urbains du pays ;
- L'amélioration des conditions d'habitabilité des populations des centres urbains du pays ;
- L'amélioration de la qualité de vie des populations au niveau local et des personnes affectées par les conflits à travers la réalisation des projets-témoins en partenariat avec les provinces, les communes, la société civile, les acteurs publics et privés.

Il a fait l'état des lieux en matière de développement, relevant très largement la « navigation à vue » de ce secteur et insisté sur la nécessité de mettre sur pieds un *fonds de l'habitat* et accroître la participation des populations. A ce jour, il a indiqué qu'il existe un document des politiques urbaines multisectorielles mis au point avec l'appui de l'ONU-Habitat et qui est encore en discussion.

Au cours des échanges, il a été évoqué le fait que des travaux antérieurs, notamment l'enquête « ENHAPSE » existent mais n'ont pas été mis en œuvre jusqu'à être dépassés, et il a conclut qu'à ce sujet les responsabilités étaient partagées.

Enfin, pour clore l'atelier, il y a eu un **Panel d'échanges d'expériences** autour du thème « *Religions-Développement : quelle contribution à l'urbanisation de Kinshasa* ».

Trois grandes questions précises ont été abordées au cours du panel par les différentes parties prenantes.

Le représentant de la Communauté **« Liloba-Ya-Nzambe »** a présenté cette organisation constituée de 242 paroisses dans 22 provinces (sans Ituri et Haut Lomami) mais aussi la République du Congo avec 312 paroisses, l'Angola avec 67 paroisses, etc. :

> « Nous sommes acteurs de développement. Nous avons des actions sociales, de réinsertion des jeunes. Nous apportons des actions concrètes, différentes de celles que proposent les autres.
> Par exemple, il n'existe pas de psychiatre et les malades ne sont pas toujours malades. Nous apportons dans ce domaine un accompagnement là où il n'y a rien qui est proposé.
> En matière d'assainissement et de lutte contre les maladies endémiques, nous avons cerné le problème et cela constitue un apport particulier, à savoir l'empathie en faveur des populations ».
>
> « Il en est de même au niveau des écoles, il nous arrive d'aller au-delà de la gratuité, de nous rendre compte que l'élève a une insuffisance de relation interpersonnelle et manifeste des difficultés d'adaptation, d'intégration. Et il nous faut aller au-delà pour comprendre ce qui se passe. Vous vous rendrez compte qu'il est issu d'une famille mono parentale, il est pris en charge par les grands parents. Il faut du temps, de l'amour, de la patience pour percer ces problématiques de l'enfant et trouver une solution de manière globale ».

Un membre de la Communauté **« Fondation Olangi Wosho »**, formateur des jeunes auprès de cette organisation :

> « Nous insistons sur le développement intégral de la personne : le discours porte sur l'être ; réconcilier l'être avec lui-même. Les malades ne présentent pas toujours des symptômes de maladie mais il y a ce que la personne a vécu dans son entourage, sa famille, etc. C'est la délivrance spirituelle qui se manifeste ensuite sur le plan physique…Sur le plan de l'éducation, nous enseignons des valeurs chrétiennes, il y a l'identité, les habitudes, qui les distinguent partout…L'église va plus loin, elle s'intéresse à l'intimité des gens (âme, l'esprit) et influence totalement ».

Le Médecin-directeur de l'hôpital **Kimbanguiste de Kinshasa** :

> « Nous essayons d'accompagner les gens. L'homme est au centre de tout : on soulage d'abord le malade et dans nos écoles on accompagne d'abord les enfants et étudiants. Le spirituel et le matériel sont séparés : c'est à l'aumônier de s'occuper du spirituel ».

Un représentant de l'organisation catholique **« CARITAS Congo»** :

> « L'Eglise catholique est organisée en régions, en congrégations. La couverture des soins de santé est à 40% gérée par l'Eglise catholique, l'Etat nous fait confiance. Il faut savoir que 41% et plus des écoles sont entre nos mains. C'est vrai qu'il y a des choses à améliorer mais nous sommes sérieux…pour nous la plus-value est dans tous les aspects de l'homme. Les infrastructures sont en lien avec l'urbanisation, on travaille avec tout le monde. Il y a tout le monde qui est engagé en fonction de ses compétences (nous avons 47 bureaux avec 150 membres actifs)…A l'Hôpital St Joseph, tout le monde a accès. Nous donnons de l'espoir à tous. Nous avons eu des contacts avec l'Agence Congolaise de Développement pour auditer ce que l'Etat fait. »

Le représentant du BDOM Kinshasa :

> « On s'occupe de la santé, on cordonne et planifie 67 formations sanitaires de la ville. On donne accès aux soins aux plus pauvres. L'Eglise a eu des concessions depuis longtemps où tout est intégré (école, santé), elle s'occupe aussi de formation continue des

agents, on parle de 13 250 agents appartenant à toutes confessions et on essaye d'atteindre tout le monde ».

Le Médecin-Directeur de l'Hôpital **La Miséricorde** :

« Nous essayons d'être proches de la population. Quand c'est spirituel, on fait recours aux membres de l'église équipés pour cela…Nous collaborons mais nous ne remplaçons pas l'Etat, notre mission est différente, et nous sommes seulement partenaires…Les églises contribuent mais l'aspect négatif c'est l'absence de normes. »

Il a été aussi rajouté que les églises servent de bras séculier à l'Etat, et qu'elles vont plus loin en le complétant dans ses insuffisances. Les églises ont aidé à la revitalisation de certains quartiers abandonnés. Les acteurs religieux sont aussi citoyens et ambitionnent de transformer l'environnement et la société. Les églises ont construit et ont offert de l'emploi et de l'encadrement aux jeunes.

Prenant la parole, **Dr. L. Tsambu** a posé la question de l'élargissement de la problématique à d'autres dimensions de la ville, notamment la culture et les divertissements.
Dr. Liyongo a évoqué le rôle que pourrait jouer les religions dans la perspective du développement du « Tourisme religieux », s'appuyant sur l'attractivité de ville comme Nkamba (Kongo Central) lieu de pèlerinage religieux ou même la banlieue de Kinshasa où sera érigé un « Mausolée » aux leaders spirituels de la Fondation Olangi Wosho (Papa et Maman Olangi).

Reprenant la parole, **Dr. David Garbin** a relevé la difficulté d'ériger une frontière entre « business et religions » dans certaines situations. Par ailleurs, on ne peut pas exclure une certaine politisation possible des églises.
Dans les échanges, il a été évoqué la question de savoir comment articuler « Religion et développement ». Plusieurs questions et réponses ont alors émergées :

- l'impact spécifique de la religion par rapport au processus de développement. L'église intervient autant dans le social que le développement à cause du vide dans la politique d'urbanisation du pays et des problèmes divers et pour lesquels elle vient à la rescousse de l'Etat.
- la construction des infrastructures de développement par les églises est-elle réellement faite dans l'objectif d'accompagner la population afin qu'elle ait accès à des services (écoles, hôpitaux) ?
- est-ce que cela donne lieu à un accès facile à tout le monde ou est-ce une occasion pour les possesseurs de richesses de s'enrichir encore plus ?
- Existe-t-il des systèmes de bourses éducative? Comment améliorer l'accès aux infrastructures religieuses ? Quelle est la frontière entre le business et le développement ?

DÉROULEMENT (CONT)

Des réponses ont émergé :

- l'accès aux écoles et aux hôpitaux (dans le cas de la FOW – Ministère du Combat Spirituel qui compte des écoles et des hôpitaux) les infrastructures sont ouvertes à tout le monde. Il n'y a pas de catégorisation comme au Groupe scolaire du Mont Amba/Université de Kinshasa, où les fils des professeurs ont un prix à eux.

- A la FOW – Ministère le prix (tarif) est le même pour tous. Dans les hôpitaux, le traitement reste pareil. Il n'y a pas de différence de traitement. Sans but lucratif, le prix est dérisoire. Il faut moins taxer pour payer les médicaments, entretenir les bâtiments mais le prix n'est vraiment pas cher tout grand public. Il existe une autre extension de l'hôpital vers Mpassa. Pour des parents qui n'ont pas d'argent, qui ont un petit commerce ou qui sont maraîchers, la consultation est moins chère.

Dans le débat a émergé également le fait que la nation recherche à nouveau ses fondements et ses valeurs : « jadis, on savait reconnaitre un congolais avait le sens de l'hospitalité : c'était une valeur sacrosainte chez nous. Ceux qui ont vécu à l'université à l'époque le savent, on pouvait rentrer dans une chambre et manger sans demander la permission ; vous pouviez prendre la nourriture que vous aviez préparé chez vous, appeler vos voisins et les enfants de vos voisins et manger, sans pour autant que l'autre dise vous allez l'ensorceler. C'était une valeur chez nous l'hospitalité. Aujourd'hui on n'en a plus ».

« Est-ce important de composer au regard des différentiations ? C'est compliqué avec l'œcuménisme. Le Cardinal Monsengwo est un des grands piliers de l'œcuménisme. C'est quelqu'un qui a fait de son mieux (….) »

« Dans la configuration à huit églises confessionnelles…Toutes les églises ont été politisées. Conséquence logique : on s'écarte de plus en plus de la vraie mission de l'église. Pour avoir des projets, il faut avoir des assises politiques. Sinon vous pouvez marcher comme vous voulez. Pour avoir des débats en terme de développement, il faut se dire : est-ce que cette tendance-là viendra nous nuire ou pas ? Et cette politisation extrême des églises fait que toutes nos appréciations, toutes nos approches sont généralement objet à plusieurs discussions. Voilà ma petite contribution ».

« … Répondant à une question sur le coût des soins : c'est un paradoxe en pratique parce que nous sommes devant une population pauvre qui ne paye pas grand-chose à l'hôpital, mais nous avons un personnel à payer à la fin du mois, et le budget (…) est déficitaire. En principe, c'est à l'Etat de subventionner ces soins mais les ONG viennent en appui. C'est vraiment un paradoxe ».

Ces extraits d'échanges ont permis de clore l'Atelier et donné place aux remerciements des participants et des organisateurs.

GRANDE CAMPAGNE D'EVANGELISATION
A l'Esplanade de la maison communale de la N'sele/ Kinkole Pecheurs
"PREPARE-TOI A LA RENCONTRE DE TON DIEU"
Du Jeudi 21 au Dimanche 24 Juin 2018, à 14h00'
Cordiale bienvenue
Orateur
Evêque KALALA MM
Invités
Fr Patrice NGOY M
Fr Mike KALAMBAY
Mn Godet BONDEMBE

www.rua-project.ac.uk

DPC 128597 04/19